

panaches de fumée sortir des cheminées des usines. Vers la fin de leur administration, plusieurs de ces cheminées s'étaient refroidies. Et beaucoup de cheminées qui devaient s'élever dans les airs ne furent jamais construites. Les bailleurs de fonds de plusieurs entreprises furent ruinés par l'incapacité des uns. Telle était la situation à laquelle il fallait faire face pendant les derniers temps du régime conservateur. Encore une fois, que voyons-nous aujourd'hui ? Partout règne la prospérité ; toutes les cheminées rejettent des nuages de fumée ; l'industrie bat son plein et les feux de plusieurs usines ne s'éteignent même pas le dimanche. Nous savons à n'en pouvoir douter que les convois de chemins de fer circulent ce jour-là et qu'autrement il leur serait impossible de transporter toutes les marchandises qu'on leur confie. Les commandes de toutes sortes sont si nombreuses que nos établissements industriels en sont encombrés. Je sais qu'il y en a qui ne peuvent remplir toutes les commandes qu'ils reçoivent. Je parle en connaissance de cause lorsque je dis que, sans la république voisine, nous n'aurions pas pu, cette année, ensemencher nos terres de l'Ouest, vu qu'il ne se fabrique pas dans l'Est assez d'instruments aratoires pour les besoins de cette partie du pays. Je ne crains pas d'ajouter qu'à moins de nous procurer des moissonneuses au delà de la frontière, nous ne pourrions pas faire la récolte de nos grains, si nul accident grave n'arrive avant l'automne. Telle est la situation à l'heure présente. Quelles sont les causes de ce changement ?

Nous avons entendu parler des méthodes d'immigration suivant les idées de M. Sifton. Je prétends que cette politique de M. Sifton a plus contribué à ce changement que toute autre chose. Pour bien dire, il faut lui attribuer les immenses progrès du pays et les transformations qui se sont opérées. C'est ma manière de voir, quoi qu'en pense l'opposition. Les agences auxquelles l'honorable député (M. Sifton) a eu recours ont été les principaux facteurs du développement de l'Ouest qui est la clé du progrès du Canada.

Il n'y a donc qu'une question à examiner : avons-nous trop dépensé pour l'immigration ? Poser cette question, c'est la résoudre. Il ne saurait y avoir deux opinions à cet égard. Pas un seul député, que je sache, n'a entrepris de prouver que nos immigrants coûtent trop cher. Si c'est là un indice du sentiment général de la Chambre, je ne comprends pas qu'il y ait beaucoup à redire. Pourquoi donc ces reproches qu'on fait entendre ? Quelle mouche pique les membres de la gauche ? J'infère que nos adversaires sont tellement déçus et tellement jaloux du chef du Gouvernement, qu'ils sont prêts à ne rien épargner d'injuste ou de mesquin pour nuire au parti libéral, sans se préoccuper des conséquences que leur conduite pourrait entraîner. Je demande, moins à la Chambre qu'au pays, de réfléchir à ce que

serait un gouvernement composé des membres qui forment aujourd'hui l'opposition et à ce qu'un pareil gouvernement pourrait faire. Pendant dix-huit ans nous avons été gouvernés comme nous pourrions nous attendre à l'être de nouveau, et j'ai démontré que ces dix-huit années-là ont été les plus désastreuses pour l'Ouest et pour tout le Canada.

Cela me donne occasion de parler de l'affaire de la "North Atlantic Trading Company". Qu'y a-t-il à redire aux relations comprendre, aussi simple que l'abc. Nous avons conclu un marché pratique, facile à comprendre, aussi simple que l'A B C. Nous ne payons rien pour l'incertain ; nous payons pour les immigrants de choix qui viennent au Canada. Pourquoi nous préoccuper de savoir si quelques-uns de nos amis en profitent plus ou moins ? Quant à moi, peu m'importe pourvu qu'il n'y ait rien de louche. A vrai dire, je préfère que ce soient mes amis qui en retirent un léger avantage. (Exclamations diverses.)

Nos collègues de la gauche font entendre des protestations ; pourtant nul plus que le parti conservateur n'a permis à ses amis de prélever des rangons, si cette expression m'est permise. Je considère qu'il n'y a pas de mal à conclure un contrat honnête et juste avec cette compagnie, à lui payer tant par tête, ni plus ni moins, pour faire choix des immigrants. Nous trions ceux-ci sur le volet. J'assistais à la réunion du comité de l'agriculture, l'autre jour, lorsque notre manière de choisir les immigrants est venue en discussion et elle m'a semblé inattaquable. La "North Atlantic Trading Company" doit se soumettre à la décision des fonctionnaires de l'Etat. Si ceux-ci déclarent qu'un immigrant n'est pas digne de fouler notre sol, le dernier mot est dit. Nous ne payons la prime que sur les bons immigrants qui viennent au Canada cultiver la terre. Si nos fonctionnaires se trompent parfois et laissent de mauvais sujets entrer dans le pays, il ne faut pas s'en prendre à la compagnie, mais à nos inspecteurs. L'autre soir, le représentant de Hastings est à tenu ce langage :—

La marché fait par le présent gouvernement accorde à cette compagnie tout le continent européen comme champ d'opérations et nous oblige à payer la même prime pour tous les immigrants, bons ou mauvais.

Lorsque l'honorable député a fait cette assertion, il n'en comprenait pas la portée, j'imagine, car elle n'est pas conforme à la vérité. Nous ne payons rien pour les mauvais immigrants, à moins que nos fonctionnaires se trompent et les laissent entrer dans le pays. La compagnie ne nous demande pas de recevoir de mauvais sujets. Si nous lui payons la prime pour des immigrants peu choisis, faut-il lui reprocher d'accepter l'argent ? D'ailleurs, il n'en est rien.

Je ne vois pas de mal à remonter aux premiers jours de la Confédération. Un député de la gauche a établi une comparaison entre